

ce qui est des essais souterrains, la réussite éventuelle du TNP sera compromise.

Tout compte fait, on ne peut manquer de conclure qu'il est temps d'appliquer des mesures restrictives et de commencer à négocier sérieusement l'interdiction générale des essais. N'y a-t-il pas une solution qui s'offre déjà? Pour mettre fin aux discussions sur le contrôle, on pourrait sûrement conclure un traité d'interdiction des essais souterrains comportant à la fois l'installation de laboratoires d'observation sismologiques, l'échange entre pays des données sismiques, une variante du système de «contrôle par interpellation» ou du système d'inspection sur invitation, et peut-être les quelques inspections sur place obligatoires qui s'imposeraient encore. Un tel système dissuaderait sans doute tout contrevenant éventuel.

Par ailleurs, si l'on devait continuer à se servir de l'argument de la sécurité nationale pour justifier la poursuite de la course aux armes nucléaires, il serait logique de se demander jusqu'à quel point

on peut invoquer ce concept de sécurité nationale? Les deux superpuissances possèdent déjà une telle capacité de surdestruction qu'il est impossible de croire que les restrictions imposées à l'amélioration qualitative de leurs systèmes stratégiques par l'interdiction des essais souterrains feraient oublier leurs pouvoirs respectifs de dissuasion. C'est maintenant qu'il faut demander que l'on cesse d'ajouter à la capacité de «surdestruction». C'est maintenant qu'il faut entreprendre de respecter les obligations du Traité de non-prolifération et du Traité d'interdiction partielle. C'est maintenant qu'il faut en arriver à «la suspension totale et définitive des explosions d'armes nucléaires». La route de la paix passe par ces étapes.

M. Ignatieff est ambassadeur et représentant permanent du Canada à la Conférence du Comité du désarmement, à Genève. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur, sauf lorsqu'il est clairement indiqué qu'elles représentent les politiques du gouvernement canadien.

Il est plus que temps de faire preuve de retenue. Une solution s'offre déjà.

Au nord, l'URSS

Les relations canado-soviétiques se sont développées en 1971 à un rythme qui rappelle le tourbillon d'une cour des plus empressées. Il est vrai que les engagements pris lors des accords bilatéraux de l'an dernier ont été le fruit de relations entretenues depuis sept ans. Toutefois, ce n'est qu'au cours des douze derniers mois que ces longues fréquentations ont finalement commencé à donner des résultats.

En janvier 1971, le Canada et l'URSS signaient un accord de coopération dans l'application industrielle de la science et de la technologie, ce qui était de nature à favoriser les échanges dans le domaine de la technologie industrielle et à stimuler le commerce dans ce domaine. En mai lors de la visite en Union soviétique du premier ministre M. Trudeau, ce dernier et le président du Conseil des ministres soviétiques, M. Kossyguine, ont signé un Protocole de consultations, qui doit servir de fondement à des rapports plus systématiques et plus suivis entre les gouvernements canadien et soviétique. Puis en octobre, lors du voyage de M. Kossyguine au Canada, un accord général fut signé gouvernant les échanges bilatéraux dans les domaines scientifique, technique, uni-

versitaire, culturel, athlétique et autres.

Les relations canado-soviétiques reflètent évidemment l'inégale puissance de ces deux pays, leurs régimes politiques et sociaux différents ainsi que des politiques étrangères divergentes dans certains cas. Mais les deux parties ont reconnu que le resserrement des relations bilatérales pouvait offrir des avantages. Jusqu'en 1965, les rapports canado-soviétiques furent assez rares; en 1955-1956 toutefois, M. Lester Pearson, alors secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, visita l'URSS et, à cette occasion, les deux pays conclurent un premier accord bilatéral sur le commerce.

Une ère nouvelle

L'année 1965 marqua le début d'une ère nouvelle. A cette époque, l'URSS décida de maintenir les contacts établis 18 mois auparavant à l'occasion de ses premiers grands achats de blé canadien. En 1965, les dirigeants soviétiques commençaient à se préoccuper de plus en plus de l'écart technologique entre l'URSS et les Etats industrialisés, surtout dans l'application de l'informatique et des techniques d'automatisation. Les Soviétiques pensaient éventuellement réduire et combler